



Swiss Internet Governance Forum

Programme du Swiss IGF 2022 Jeudi 2 juin 2021, conférence hybride

Version du 31 mai 2022

Les sessions seront diffusées le jour de la conférence sur le site Internet du Swiss IGF à l'adresse www.igf.swiss/live.

Direction de la conférence et modération générale: Livia Walpen ([OFCOM International Relations](#)) et Jacques Beglinger ([Beglinger LPC](#)), Swiss IGF Co-Secrétariat

08:30-09:00	Inscription (Welle 7, Berne) et login
09:00-09:15	Ouverture Par Bernard Maissen, Directeur de l'Office fédéral de la communication (OFCOM)
09:15-10:45	Session 1: « Régulation » de l'intelligence artificielle - Que fait la Suisse ? Cette session aborde les besoins et options de réglementation en matière d'intelligence artificielle (IA) en Suisse. L'Union européenne a déjà présenté sa proposition de règlement sur l'IA (AU AI Act). Au vu de l'évolution technique et juridique, la question se pose de savoir s'il est également nécessaire d'agir en Suisse. Ces derniers mois, quelques approches réglementaires - parfois différentes - ont été présentées. Trois d'entre elles seront présentées dans le cadre d'exposés d'entrée. Ces approches, ainsi que d'autres, seront discutées avec des experts de la politique, de l'administration, de l'économie et de la société civile. <u>Exposés:</u> Roger Dubach (DFAE), Stephanie Volz (ITSL, Universität Zürich), David Sommer (Digitale Gesellschaft) <u>Modération:</u> Nadja Braun Binder (Universität Basel), Florent Thouvenin (Universität Zürich) <u>Coordination:</u> Nadja Braun Binder (Universität Basel), Florent Thouvenin (Universität Zürich)
10:45-11:00	Pause
11:00-12:30	Session 2: Les plateformes : Les défis politico-économiques et leur réglementation Les plateformes numériques se révèlent être un modèle commercial de choix dans un nombre croissant de domaines. Si une position dominante se dégage, par exemple en raison des effets de réseau, des questions se posent rapidement quant aux effets négatifs, de la distorsion du marché à la question de la responsabilité des plateformes et de leur rôle dans la formation de l'opinion. La réglementation des plateformes fait l'objet de débats passionnés au niveau mondial et européen. Que signifient les projets de réglementation européens Digital Services Act et Digital Markets Act pour la politique des médias et de la concurrence dans notre pays et quels sont les besoins d'action et la marge de manœuvre qui en résultent pour la Suisse ?



Swiss Internet Governance Forum

	<p><u>Exposés:</u> Angela Müller (AlgorithmWatch Schweiz), Franziska Oehmer-Pedrazzi (Haute école spécialisée des Grisons), Maximilian Schubert (Facebook)</p> <p><u>Modération:</u> Thomas Häussler (Bakom), Riccardo Ramacci (Stiftung Mercator)</p> <p><u>Coordination:</u> Nicolas Zahn (Swiss Digital Initiative), Riccardo Ramacci (Stiftung Mercator), Philippe Rocheray (Seco), Thomas Häussler (Bakom)</p>
12:30-14:00	<p>Pause de midi Repas dans la Welle 7</p>
13:00-13:45	<p>Déjeuner-débat : la gouvernance du Swiss IGF en tant que format multi-acteurs Discussion ouverte sur le positionnement du Swiss IGF au sein du processus IGF de l'ONU, sur les rôles et les tâches dans le processus Swiss IGF, sur les caractéristiques essentielles des sessions IGF et sur la garantie de l'approche multipartite.</p> <p>-> A propos du Swiss IGF</p> <p><u>Exposés et Modération:</u> Jacques Beglinger + Livia Walpen (Swiss IGF Co-Sekretariat)</p>
14:00-15:30	<p>Workshops parallèles</p> <p>Workshop 1: Numérisation et durabilité - chances et risques. Comment la numérisation devient-elle durable ? La demande croissante d'énergie nécessaire au fonctionnement de la société et de l'économie numériques est l'un des grands défis à relever dans la quête d'une économie plus durable. Selon les estimations, le secteur des TIC représentait jusqu'à 7 % de la consommation totale d'électricité dans le monde en 2020, et la tendance est à la hausse. L'expansion des monnaies numériques et autres produits et services cryptographiques accélère également la consommation d'énergie (avec 37 millions de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone, le bitcoin se placerait à lui seul entre la Nouvelle-Zélande et l'Irlande). En même temps, la numérisation offre des opportunités importantes en termes d'énormes gains d'efficacité qui peuvent partiellement compenser les émissions, mais on peut se demander dans quelle mesure ces effets sont suffisants pour lutter contre le changement climatique.</p> <p><u>Exposés:</u> Matthias Galus (Bundesamt für Energie), Julie Chenadec (Sustainable Digital Infrastructure Alliance), Fabienne Biedermann (Solafrica)</p> <p><u>Modération:</u> Flurina Wäspi (Haute école spécialisée bernoise)</p> <p><u>Coordination:</u> Flurina Wäspi (Haute école spécialisée bernoise), Philippe Lionnet (Seco), Fabio Monnet</p> <p>Workshop 2: Cybersécurité et cybercompétence Le monde étant de plus en plus interconnecté, la portée et les possibilités d'action des cyber-attaquants potentiels sont de plus en plus grandes. En outre, la complexité, les vulnérabilités ou l'imprévisibilité croissantes de l'ensemble de notre structure TIC constituent elles-mêmes une menace. Parallèlement, le savoir-faire nécessaire pour gérer la cybersécurité devient de plus en plus difficile et inaccessible à la plupart des gens.</p>



Swiss Internet Governance Forum

	<p>Comment pouvons-nous améliorer notre résistance aux cybermenaces ? Comment gérons-nous ces risques ? Dans l'état actuel des choses, qu'est-ce qui absorbe les dommages et comment cela affecte-t-il nos défis futurs ?</p> <p><u>Exposés:</u> Pierre Maudet (WISeKey), Daniel Caduff (BWL), Levente Dobszay (InfoGuard), Yuliya Morenets (TaC – Together against Cybercrime), Dario Haux (Universität Basel) <u>Modération:</u> Nicolas Zahn (Swiss Digital Initiative) <u>Coordination:</u> Daniel Caduff (OFAE), Levente Dobszay (InfoGuard)</p> <p>Workshop 3: Participation numérique</p> <p>Dans la course à la numérisation, la participation numérique se fait la part belle. Face aux promesses que de telles démarches recèlent – un rapprochement entre les élites politiques et leurs citoyen.es, une parole libérée, une démocratie renforcée, une société qui fait à nouveau corps autour de projets communs – certaines communes suisses ont mis en place des outils innovants. Mais quelles conditions faut-il remplir en amont, notamment en termes de compétences numériques, pour que ces initiatives ne deviennent pas un nouvel espace d'échange réservé à une certaine population, à l'aise avec les outils numériques et déjà acquise à cette culture toute contemporaine ?? En plus de ces questions, nous discuterons également le projet "Data Literacy Journey" actuellement en cours de réalisation par Opendata.ch : une ressource qui vise à présenter les nombreuses facettes de la culture des données d'une manière accessible, claire et divertissante.</p> <p><u>Exposés:</u> Julie Erard (Cheffe de projet Budget participatif, Ville de Lausanne), Martina Jäggi und Thomas Werner (Bibliothek 4.0 Winterthur, Bibliotheken Winterthur), Nikki Böhler (Geschäftsführerin Opendata.ch) <u>Modération:</u> Jasmin Odermatt, Amélie Vallotton Preisig <u>Coordination:</u> Flurina Wäspi (Berner Fachhochschule), Jasmin Odermatt (Stadt Aarau), Amélie Vallotton Preisig (BIBLIOSUISSE, Universität Bern)</p>
15:30-15:45	Pause
15:45-17:15	<p>Session 3: Société basée sur les données et souveraineté politique</p> <p>Afin de fournir des prestations plus efficaces et adaptées aux besoins dans des domaines importants tels que la santé, la mobilité, l'énergie, l'éducation, les finances, etc., le potentiel des données et de leur utilisation doit également être mieux exploité en Suisse. Parallèlement, l'évolution de la plateformisation et de l'utilisation des données attise les craintes des individus et des entreprises de perdre le contrôle de leurs propres données. Sur tous les continents, y compris l'Europe, on discute de la « souveraineté numérique ». Le 30 mars, le Conseil fédéral a adopté des mesures visant à promouvoir des espaces de données fiables et l'« autodétermination numérique ». Comment pouvons-nous mieux utiliser le potentiel des données, quels sont les obstacles à surmonter dans ce contexte et comment pouvons-nous renforcer notre « souveraineté numérique » et notre « autodétermination numérique » ?</p> <p><u>Exposés:</u> Christian Laux (Laux Lawyers AG, Zürich/Basel), Lennig Pedron (Trust Valley, Genève), Urs Leimbacher (Head Public Affairs, Swiss Re), Markus Tiede (CH-Open) <u>Modération:</u> Thomas Schneider (Bakom), Philippe Lionnet (Seco)</p>



Swiss Internet Governance Forum

	<p><u>Coordination:</u> Anja Wüst (Haute école spécialisée bernoise), Philippe Lionnet (Seco), Thomas Schneider (Bakom)</p>
17:15-17:30	<p>Conclusion & et adoption des «Messages from Berne»</p> <p>Les "Messages de Berne" résument les principaux points des sessions du Swiss IGF 2021 de manière courte, concise et neutre. Ils seront ensuite soumis au Forum mondial des Nations unies sur la gouvernance de l'Internet (IGF) et au Dialogue européen sur la gouvernance de l'Internet (EuroDIG) afin d'alimenter les discussions dans ces forums.</p>
17 :30	<p>Fin de la conférence</p>